

Cote du document:	EB 2007/92/R.52/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	22 a)
Date:	13 décembre 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Collaboration entre les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome

Collaboration du FIDA avec la FAO et le PAM

Conseil d'administration — Quatre-vingt-douzième session
Rome, 11-13 décembre 2007

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après.

Amira Muammar

Chargée de la coordination des politiques

téléphone: +39 06 5459 2308

courriel: a.muammar@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation d'approbation	ii
Sigles et acronymes	iii
I. Introduction	1
II. Collaboration à l'échelon mondial	1
A. Collaboration entre la FAO et le FIDA à l'échelon mondial	1
B. Collaboration entre les trois institutions	3
III. Collaboration à l'échelon régional	4
A. Collaboration entre la FAO et le FIDA à l'échelon régional	4
B. Collaboration entre les trois institutions	5
IV. Collaboration à l'échelon national	5
A. Collaboration entre la FAO et le FIDA	5
B. Collaboration entre le PAM et le FIDA	7
C. Collaboration entre les trois institutions	7
V. L'avenir de la collaboration	8

Recommandation d'approbation

À la demande de l'Administrateur pour la France, l'attention du Conseil d'administration est appelée sur la proposition de texte ci-après relatif à la collaboration entre les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, pour décision:

“Le Conseil prend note de l'information contenue dans le document "Collaboration entre les organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome" (document EB 2007/92/R.52) et encourage le FIDA à renforcer sa coopération avec la FAO et le PAM, quand cela est approprié et dans les domaines qui contribuent à l'achèvement des objectifs compris dans le Cadre stratégique 2007-2010.

En outre, le Conseil prie le Secrétariat du FIDA de mener des consultations avec les autres institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome en vue de l'élaboration d'un document conjoint sur les orientations que pourraient prendre les futurs partenariats opérationnels aux niveaux mondial, régional et national au service d'un objectif.”

Le Conseil est invité à examiner cette décision et à l'approuver.

Sigles et acronymes

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
PAM	Programme alimentaire mondial
PPPT	Programme pilote relatif à la présence sur le terrain
VCT	Vivres-contre-travail

Collaboration entre les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome – Collaboration du FIDA avec la FAO et le PAM

I. Introduction

1. Les trois principales institutions des Nations Unies qui ont leur siège à Rome ont convenu en février 2007 de procéder conjointement à un état des lieux afin de recenser et de décrire toutes les facettes de leur collaboration. Il a été convenu que ce travail permettrait de jeter les bases de l'analyse de la collaboration et constituerait un outil utile pour définir les grandes orientations de la collaboration à venir.
2. L'état des lieux prenant pour point de départ le 1^{er} janvier 2006, la plupart des activités qui y sont mentionnées ont donc commencé après cette date. Ce travail de recensement a permis d'établir un tableau qu'il convient de considérer comme une récapitulation permanente – un "document vivant" – à mettre à jour régulièrement.
3. L'information collectée au niveau mondial, régional et national a été structurée autour de quatre grands axes:
 - axe 1: investissement dans l'agriculture – investissements accrus dans le développement agricole et rural;
 - axe 2: formulation des politiques, renforcement des capacités, gestion des savoirs et plaidoyer;
 - axe 3: situations d'urgence et relèvement, y compris la gestion des risques de catastrophe; et
 - axe 4: administration.
4. Un rapport présentant les résultats de l'état des lieux pour ce qui concerne l'axe 4, intitulé "Collaboration entre la FAO, le PAM et le FIDA pour les activités ayant trait à l'administration et au traitement des opérations", a été soumis à la quatre-vingt-onzième session du Conseil d'administration en septembre 2007¹.
5. Le présent document exploite les informations récapitulées dans l'état des lieux. Les exemples repris n'illustrent que les plus importants domaines de collaboration. L'état des lieux, une fois achevé, fournira un tableau plus complet de la situation.

II. Collaboration à l'échelon mondial

A. Collaboration entre la FAO et le FIDA à l'échelon mondial

6. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le FIDA sont des membres actifs de la plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, qui plaide pour que les donateurs consacrent une plus large part de leurs fonds et de leur engagement au développement agricole et rural. La plateforme constitue un espace de gestion des connaissances et d'apprentissage commun sur les enjeux du développement agricole et rural, pour lesquels elle appuie la coordination entre les donateurs à l'échelon des pays.
7. LA FAO et le FIDA ont participé ensemble à la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural organisée en mars 2006 à Porto Alegre (Brésil), et aux activités qui ont suivi. Le FIDA a pris en charge le coût de la

¹ EB 2007/91/R.43. Le document intitulé "Coopération entre les organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome", initialement soumis à la cent-dix-huitième session du Comité financier de la FAO tenu en mai 2007, a été distribué en tant que note d'information à la session annuelle 2007 du conseil d'administration du PAM.

conférence à hauteur de 0,2 million de USD. Les deux organisations qui sont membres fondateurs de la Coalition internationale pour l'accès à la terre et ont élaboré une position commune concernant la réforme de la Coalition à l'occasion de leur collaboration durant l'Assemblée des membres tenue en avril 2007 et au Conseil de la Coalition.

8. Le FIDA fait partie du Réseau du Système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire hébergé par la FAO. En qualité de membres de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et du groupe d'appui interorganisations sur les questions autochtones, la FAO et le FIDA collaborent également à l'élaboration de positions et de stratégies communes sur ce thème.
9. Les deux organisations ont entrepris de travailler ensemble à un certain nombre d'initiatives visant à renforcer les capacités des organisations paysannes afin de leur permettre de peser sur la politique agricole et commerciale, notamment dans le cadre du Forum paysan auquel le FIDA apporte son concours et à l'occasion de réunions organisées en marge des sessions officielles des organes directeurs de la FAO.
10. Il existe également une multitude d'activités dans le cadre desquelles les deux organisations associent leurs compétences techniques en matière de diffusion des savoirs – c'est le cas, par exemple, pour: la rédaction de la deuxième édition du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau établi par les Nations Unies (don du FIDA de 0,14 million de USD); la stratégie mondiale de développement du manioc; la mise au point d'une approche pour la lutte contre le criquet pèlerin (don du FIDA de 1,5 million de USD pour appuyer le programme de travail, et don spécifique de 0,18 million de USD pour tester sur le terrain l'efficacité d'un agent pathogène d'insecte).
11. Pour mobiliser l'attention sur les questions de pauvreté, et plus particulièrement sur les processus stratégiques de réduction de la pauvreté, le FIDA et la FAO ont organisé en novembre 2006, en collaboration avec la Banque mondiale, un séminaire sur l'analyse de la pauvreté et de l'impact social et la politique agricole dans le contexte du processus de stratégie de réduction de la pauvreté".
12. À la suite de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information, la FAO et l'Union internationale des télécommunications ont été chargées d'organiser le développement d'une application "cyberagriculture" utilisant les technologies de l'information et de la communication. En collaboration avec le FIDA et d'autres organisations des Nations Unies, la FAO a entrepris de mettre en place un site Internet collaboratif qui fait appel au contenu du site web du FIDA et du Portail de la pauvreté rurale.
13. La FAO et le FIDA travaillent ensemble à la recherche de moyens innovants de mettre les technologies de l'information au service du développement. En septembre 2007, la FAO, le FIDA et d'autres organisations multilatérales et bilatérales ont financé et organisé la première conférence du Réseau Web2pourDev, dans le but d'étudier comment les acteurs du développement, et particulièrement ceux du Sud, accèdent à la nouvelle technologie du web et l'utilisent pour transmettre des connaissances et les exploitent afin de chercher des solutions aux problèmes de développement, d'éradiquer la pauvreté et d'améliorer les conditions d'existence. Le FIDA et la FAO, en qualité de membres du comité de pilotage, ont participé activement à cette conférence, non seulement dans sa phase préparatoire, mais également durant la conférence proprement dite, puisqu'ils ont animé et présidé la séance plénière et des réunions de travail.
14. En mars 2007, la FAO, le FIDA et la Fondation Ford ont organisé conjointement la Conférence internationale sur la recherche en finance rurale: transformer les résultats en politiques et actions, afin d'élaborer des stratégies de renforcement des

liens entre les chercheurs et les responsables des politiques publiques. Le FIDA a également apporté un financement (0,2 million de USD) en faveur du Centre d'apprentissage de la finance rurale, un site Internet hébergé et géré par la FAO, dans le cadre d'un projet intitulé "Améliorer le renforcement des capacités en finance rurale". Les deux organisations ont uni leurs forces pour organiser l'édition 2007 du Forum mondial de l'agriculture: développement de l'agriculture et réduction de la pauvreté en Afrique qui s'est tenu au siège de la FAO en novembre 2007 sous les auspices du Ministère italien de l'économie et des finances. Ce Forum a rassemblé une centaine d'éminents chercheurs et responsables des politiques publiques pour débattre de l'avenir de l'agriculture en Afrique sur la base de constatations et de publications récentes, notamment les résultats de l'édition 2008 du Rapport sur le développement dans le monde établi par la Banque mondiale.

15. Enfin, en ce qui concerne l'élaboration conjointe des politiques, le FIDA a participé activement aux travaux de préparation de la publication des notes de synthèse publiées par la FAO sous le titre "Agriculture et développement rural durables (ADRD): document sur les politiques", qui abordent des thèmes tels que les travailleurs agricoles, le travail des enfants, l'agriculture biologique, le rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté, le commerce agricole, les entreprises rurales, et, dernièrement, le changement climatique et les biocarburants.

B. Collaboration entre les trois institutions

16. La collaboration entre le Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO et le FIDA au niveau mondial porte à 64% sur des aspects administratifs, à 24% sur les activités de plaidoyer et à 12% sur les situations d'urgence et le redressement.
17. Les principaux domaines d'activité administratifs dans lesquels les organisations ayant leur siège à Rome assurent déjà des services conjoints sont la passation des marchés, les ressources humaines, les finances, les technologies de l'information, les conférences, le protocole et le partage des connaissances.
18. Pour ce qui est des politiques et du plaidoyer, depuis leur participation conjointe à la Conférence internationale de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement tenue en 2002, les trois organisations ayant leur siège à Rome ont préparé ensemble des manifestations et des déclarations à l'occasion des réunions intergouvernementales des Nations Unies, notamment du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, afin de mobiliser l'attention et les appuis politiques en faveur de la réduction de la faim et de la pauvreté rurale. Elles ont collaboré à l'occasion du Forum international 2006 sur l'éradication de la pauvreté, à New York, et de la session du Conseil économique et social tenue pendant l'été 2007 à Genève.
19. Les messages conjoints de plaidoyer sont fondés sur la double stratégie de réduction de la faim et de la pauvreté rurale qui tient compte du fait que la lutte contre la faim exige: i) une action directe permettant de combattre la faim immédiatement pour les plus vulnérables; et ii) des programmes à long terme dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural pour éliminer les causes profondes de la faim. Bien que le mandat du FIDA concerne essentiellement ce deuxième volet, il n'est pas rare que les deux aspects exigent une réponse commune, ce que permet le partenariat avec la FAO et le PAM.
20. La FAO et le FIDA ont publié ensemble un "document sur les politiques" dédié au thème du changement climatique, et les deux institutions ont déjà commencé à travailler à l'étude des enjeux du changement climatique au titre du "Cadre de Nairobi" adopté à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue en 2006 à Nairobi (Kenya).

21. En octobre 2005, les trois organisations cofondatrices de l'Alliance internationale contre la faim ont cosigné une lettre invitant tout le personnel de terrain à appuyer l'Alliance internationale et les alliances nationales dans leurs pays. À ce jour, il existe 19 alliances nationales actives et 25 autres à divers stades de leur développement, qui constituent un forum favorisant la mobilisation de différents acteurs des gouvernements, des Nations Unies et de la société civile pour plaider la cause de la lutte contre la faim à l'échelon national. À la suite d'interventions d'États membres lors de la session de 2006 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale à la FAO, un groupe de travail où siègent les cofondateurs a été établi pour consolider l'Alliance internationale contre la faim.
22. Les organisations ayant leur siège à Rome ont également élaboré des positions communes au sein du Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies et du Réseau sur l'égalité hommes-femmes du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
23. En ce qui concerne le renforcement des capacités, les trois organisations sont membres du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité entre les sexes et ont contribué à l'élaboration d'un recueil sur le thème de l'égalité hommes-femmes et des moyens de subsistance ruraux.
24. Enfin, tout récemment, les trois organisations ont mis en place un groupe de travail tripartite sur la gestion des savoirs afin d'explorer un certain nombre de pistes et de créer des synergies sur le plan des activités et des approches.

III. Collaboration à l'échelon régional

A. Collaboration entre la FAO et le FIDA à l'échelon régional

25. En Asie, les deux organisations ont uni leurs forces pour élaborer et appuyer un programme de production biologique de plantes médicinales, aromatiques et tinctoriales sous-utilisées en vue de promouvoir des moyens de subsistance durables en milieu rural en Asie du sud (don du FIDA de 1,4 million de USD). L'atelier organisé à Bangkok en avril 2005 par la FAO et le FIDA en association avec le Gouvernement thaïlandais sur le thème de la formulation de politiques favorables aux pauvres, de la concertation et de l'exécution au niveau des pays a permis d'élaborer un projet régional sur cette même question aujourd'hui en cours d'exécution au Cambodge, en Chine, en Inde, en Indonésie, au Népal, au Pakistan, à Sri Lanka, et au Viet Nam (financé par un don du FIDA de 1,5 million de USD). Le FIDA espère faire aboutir très prochainement un don de 0,60 million de USD en faveur d'un programme de renforcement de la compétitivité économique des ménages ruraux dans la sous-région du Grand Mékong élaboré conjointement avec la FAO.
26. En Amérique latine, la FAO et le FIDA appuient ensemble l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA), en particulier en matière de renforcement des capacités régionales afin d'étayer les stratégies d'investissements à l'initiative des communautés. Les deux organisations participent activement aux travaux du Groupe interorganisations sur le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes.
27. En Afrique, la FAO et le FIDA apportent leur soutien actif au Secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et aux organisations paysannes afin de contribuer plus efficacement au Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique élaboré au titre du NEPAD. Dans le cadre de l'initiative des Nations Unies relative à l'agriculture et au développement rural durables, la FAO et le FIDA collaborent pour apporter leur soutien au Réseau africain des pratiques agricoles de conservation sur le continent africain. Le FIDA a accordé des dons d'un montant peu élevé en faveur de 10 pays dans le cadre d'un programme d'urgence de lutte contre le criquet pèlerin sous l'égide de la FAO

(don du FIDA de 1,2 million de USD), et il a contribué à l'extension du Programme de fermes-écoles en Afrique orientale et australe appuyé par la FAO (don du FIDA de 1,1 million de USD). Les deux organisations participent au Projet pilote de réseau de savoirs intéressant le monde rural en Afrique orientale, lequel a pour but de favoriser la mise en place de réseaux et de partenariats entre les paysans, les participants aux projets du FIDA et les institutions nationales au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie (don du FIDA 1,1 million de USD). Le FIDA a participé aux côtés de la FAO à la campagne de lutte contre la trypanosomiase africaine et contribué à son financement (don du FIDA de 0,9 million de USD).

28. De concert avec le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque islamique de développement et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la FAO et le FIDA participent à l'élaboration d'un programme de gestion des ressources marines dans la mer Rouge qui concerne Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Soudan et le Yémen.

B. Collaboration entre les trois institutions

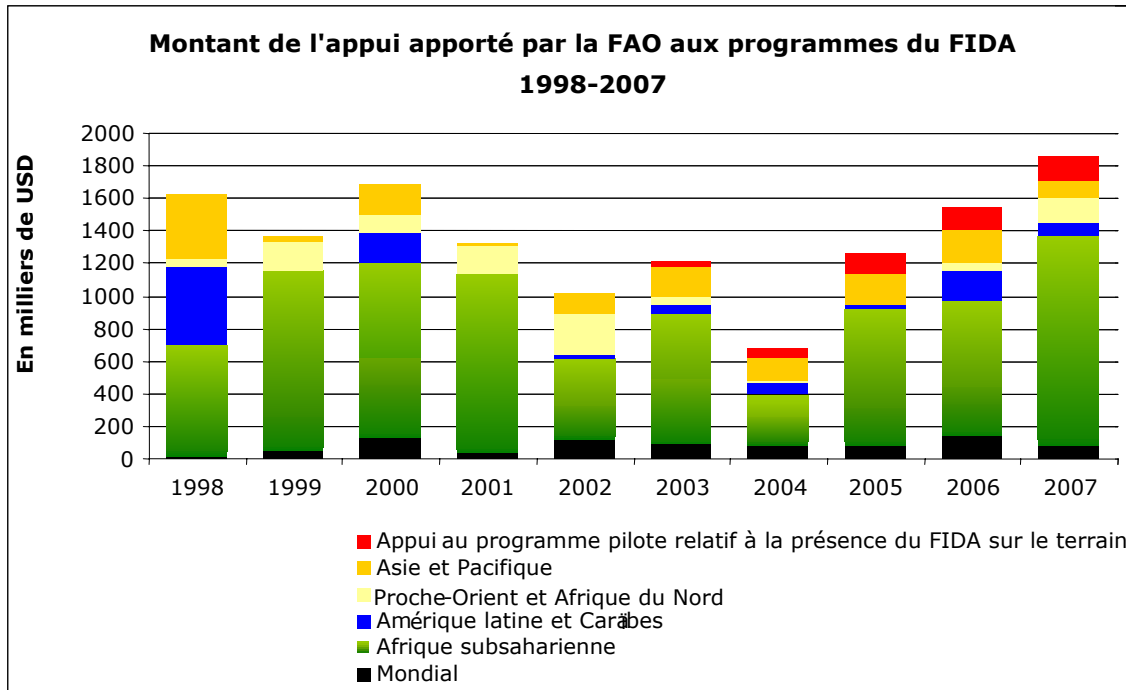
29. La collaboration à l'échelon régional entre le PAM, la FAO et le FIDA a porté à 22% sur les investissements dans l'agriculture et le développement rural, à 22% sur les activités de plaidoyer et de renforcement des capacités, et à 56% sur les situations d'urgence et le redressement.
30. Cette collaboration a notamment concerné plusieurs initiatives en Afrique. Lors du Sommet sur la sécurité alimentaire en Afrique organisé en décembre 2006 au Nigéria, il a été demandé à la Commission de l'Union africaine d'établir un comité ad hoc de suivi chargé de renforcer ses capacités. Les membres du comité sont des représentants de la Commission de l'Union africaine, du NEPAD, des communautés économiques régionales, de la FAO, de la Commission économique pour l'Afrique, du PAM et du FIDA.
31. En Afrique de l'Ouest, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel a conjugué ses efforts à ceux des trois organisations à la suite des crises alimentaires et nutritionnelles de 2005 dans le Sahel. En mars 2007, l'Initiative en faveur de l'agriculture durable et du développement rural au Sahel a été lancée pour s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie, et au Niger. Dans le cadre de cette initiative, toutes les parties prenantes, en particulier les gouvernements et les organisations régionales, s'associeront à des actions conformes aux priorités nationales des gouvernements et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. La stratégie retenue comporte deux principaux axes: une réponse spécifique à moyen/long terme consistant à cartographier les zones et les populations vulnérables, à améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire, les techniques d'évaluation et les mécanismes d'alerte précoce et à fournir une aide alimentaire d'urgence aux plus défavorisés; et un programme à moyen et long terme visant à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire des ménages en intensifiant et en diversifiant la production agricole, en stabilisant les marchés locaux et régionaux et en luttant contre la malnutrition des enfants et des groupes vulnérables.

IV. Collaboration à l'échelon national

A. Collaboration entre la FAO et le FIDA

32. Depuis le début de l'année 2006, la FAO a apporté son concours au FIDA pour la conception de 14 projets dans 13 pays, essentiellement par l'intermédiaire du Centre d'investissement. L'Afrique est la première région bénéficiaire (Burkina Faso, Burundi, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Zambie), suivie par l'Asie (Chine, Maldives, Pakistan et Sri Lanka), Haïti et la Turquie. Le graphique ci-dessous fait apparaître le montant et la répartition

régionale de l'appui aux programmes accordé par le Centre d'investissement de la FAO à des projets réalisés par le FIDA au cours de la période 1998-2007.



33. La collaboration entre le Centre d'investissement de la FAO et le FIDA n'est pas nouvelle, et elle ne porte pas seulement sur la conception des projets mais également sur la participation aux examens à mi-parcours et à l'achèvement du projet et, plus récemment, aux évaluations de l'assurance-qualité. Par ailleurs, des membres du personnel de la FAO participent au groupe de travail sur l'harmonisation et l'alignement établi dans le cadre du Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement dans le but d'améliorer les modalités de l'activité du FIDA dans les pays et de l'aider à participer valablement à l'initiative "Unité d'action" lancée par les Nations Unies. Il s'agit là d'un domaine fondamental de partenariat entre les deux organisations, qui prend de plus en plus d'ampleur. À l'heure actuelle, le FIDA s'intéresse beaucoup à la possibilité de faire appel à d'autres membres du personnel de la FAO, tant au siège que sur le terrain, dans le cadre d'accords de financement internes avec le Centre d'investissement de la FAO.
34. En outre, la FAO et le FIDA se sont engagés conjointement dans le renforcement des capacités, dans deux pays: au Cameroun il s'agit de préparer la création d'une plateforme d'organisations paysannes, et en Guinée, il s'agit de permettre au pays de faire face à la situation d'urgence causée par les invasions de criquet pèlerin. Les deux organisations ont également plaidé en faveur du renforcement de la production de manioc en République démocratique du Congo (don du FIDA de 0,19 million de USD) et, de concert avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, elles étudient les possibilités de collaboration interorganisations pour appuyer la mise en œuvre d'une politique foncière favorable aux pauvres à Madagascar. La FAO appuie également le renforcement des capacités des Gouvernements de l'État de Jammu-et-Cachemire dans le cadre d'un projet plus large financé par le FIDA au Pakistan (le FIDA a pris en charge le coût des services de la FAO moyennant un don de 3,12 millions de USD). La mise en œuvre du projet, un temps suspendue en raison du tremblement de terre d'octobre 2005, a repris au cours de l'année 2006.

35. Enfin, dans le cadre du programme pilote relatif à la présence sur le terrain (PPPT), la FAO accueille le bureau de terrain du FIDA en République-Unie de Tanzanie. Les deux organisations sont en passe de conclure un accord de même nature pour le bureau du FIDA au Viet Nam, et envisagent de faire de même pour le bureau que le FIDA se propose d'ouvrir en Colombie. Au-delà de ce soutien logistique, l'expérience et l'appui de la FAO ont été très profitables au PPPT pour l'ouverture et la gestion des bureaux de terrain.

B. Collaboration entre le PAM et le FIDA

36. En 2006, le PAM et le FIDA ont coopéré sur dix projets dans huit pays. Les grands domaines de collaboration sont la promotion de la production agricole et végétale, la mise en valeur des terres et des ressources en eau et la construction de routes. Le PAM a apporté une aide alimentaire aux communautés bénéficiant des programmes de microcrédit du FIDA pour qu'elles puissent améliorer les infrastructures ou acquérir les compétences permettant le lancement d'activités génératrices de revenus. Les organisations collaborent aussi dans le domaine du redressement au sortir d'une catastrophe, en offrant aux communautés des possibilités de développement durable et une aide susceptible d'améliorer leur capacité de résistance en cas de nouvelles crises.
37. En Asie, la coopération PAM-FIDA est très développée. En Inde, la collaboration étroite entre les organisations a débouché sur une programmation plus concertée entre les organisations des Nations Unies. La collaboration au titre du Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa, financé par le FIDA, permet de conjuguer les ressources alimentaires et financières des deux organisations afin de créer des moyens d'existence durables pour 600 000 des membres des populations tribales les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Les deux organisations collaborent également en République démocratique populaire lao et au Pakistan. En République arabe syrienne, le PAM fournit une aide alimentaire aux agriculteurs et aux femmes rurales pauvres participant aux activités de mise en valeur des terres, de plantation et d'alphabétisation appuyées par le FIDA. En outre, le PAM accueille les bureaux de présence sur le terrain du FIDA en Chine et en Inde dans le cadre du PPPT.
38. En Afrique, la collaboration est en pleine expansion, comme en atteste l'exemple du Mali où le PAM et le Gouvernement ont récemment signé un mémorandum d'accord pour le suivi et l'évaluation des projets financés par le FIDA dans le domaine de la création d'actifs ruraux. Au Burundi, les projets financés par le FIDA sur le terrain fournissent une assistance technique aux projets "vivres-contre-travail" (VCT) bénéficiant d'un appui du PAM. En République-Unie de Tanzanie, les organisations travaillent de concert pour appuyer le programme de développement participatif de l'irrigation financé par le FIDA et le PAM mis en œuvre par le Gouvernement, dans le cadre duquel le PAM a relié ses activités VCT aux associations d'irrigants pour remettre en état les réseaux d'irrigation.

C. Collaboration entre les trois institutions

39. La collaboration nationale entre le PAM, la FAO et le FIDA porte à 63% sur les situations d'urgence et le redressement, à 26% sur l'investissement agricole et le développement rural, à 10% sur les activités de plaidoyer et le renforcement des capacités, et à 1% sur l'administration.
40. Les trois organisations ont collaboré au Bhoutan, au Burkina Faso et au Burundi dans le cadre d'analyses de la sécurité alimentaire et de projets agricoles et environnementaux – des projets de terrain financés par le FIDA fournissant un appui technique à des projets VCT financés par le PAM. À l'occasion de leur visite au Ghana en décembre 2006, les dirigeants des trois organisations ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur action conjointe de lutte contre la faim et la pauvreté dans les régions septentrionales du pays touchées par l'insécurité alimentaire.

41. En Haïti, la FAO a fourni une assistance technique au Projet de développement de la petite irrigation financé par le FIDA, qui est lié au programme d'alimentation scolaire et aux activités VCT communautaires que le PAM exécute actuellement.
42. Au Pakistan, les trois organisations ont signé un mémorandum d'accord en faveur d'un projet de développement communautaire financé par le PAM dans l'État de l'Azad Jammu-et-Cachemire, en utilisant les infrastructures sociales du FIDA pour les activités VCT.
43. Les groupes thématiques sur la sécurité alimentaire sont un aspect récent de cette coopération. En écho à la réforme des Nations Unies et afin de relever le défi de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier celui qui consiste à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de ceux qui souffrent de la faim et de la pauvreté extrême, le PAM, la FAO et le FIDA établissent conjointement des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire dans les pays. Le principal objectif de ces groupes est d'améliorer la coordination interorganisations pour épauler les propres efforts de développement des pays dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et du développement rural. Les dirigeants du PAM, de la FAO et du FIDA ont envoyé en cours d'année à leurs représentants dans les pays une lettre conjointe les encourageant à créer des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire là où de tels dispositifs n'existent pas encore. L'un des nouveaux groupes les plus dynamiques est celui du Mozambique, qui est aussi un pays pilote de l'initiative "Unité d'action" des Nations Unies laquelle vise à promouvoir la cohérence des activités de développement des Nations Unies.
44. Un examen de la situation des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire réalisé entre juin et août 2007 montre que de tels groupes existent dans 55 pays, un chiffre qui englobe deux mécanismes régionaux mis en place pour les petits États insulaires des Caraïbes et du Pacifique. Sept autres pays sont en passe d'établir un groupe thématique. Ces groupes servent de cadre pour la programmation, le partage de l'information et la coordination interorganisations dans le domaine de la sécurité alimentaire.

V. L'avenir de la collaboration

45. Leurs mandats étant différents, mais très complémentaires, il est essentiel que les trois organisations collaborent étroitement. Le FIDA va continuer à développer l'acquis de la collaboration existante et à étudier avec la FAO et le PAM les perspectives d'approfondissement de la collaboration là où elle est déjà effective et la définition de nouveaux domaines.
46. Pour développer la coopération, le FIDA gardera à l'esprit les points suivants:
 - a) La collaboration a pour finalité d'accroître l'impact sur le groupe cible du FIDA: elle constitue un moyen d'y parvenir plutôt qu'une fin en soi.
 - b) Cette forme de collaboration est pleinement conforme à la détermination du FIDA de mettre en œuvre la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et d'être un acteur dynamique de la réforme des Nations Unies.
47. Compte tenu de l'étendue de la collaboration déjà engagée au titre des axes 1,3 et 4, c'est l'axe 2 qui recèle les meilleures perspectives de développement de la collaboration. Le FIDA explore activement ce domaine avec la FAO et le PAM, et plusieurs initiatives récentes ont d'ores et déjà été engagées (dont certaines sont mentionnées ci-dessus).
48. L'un des domaines retenus les plus prometteurs est celui du changement climatique. La collaboration entre la FAO et le FIDA est déjà engagée (voir le paragraphe 20), et les deux organisations envisagent d'amplifier leur action dès la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se déroulera à Bali (Indonésie) en décembre 2007, et au-delà. Le FIDA entrevoit des perspectives de renforcement de la collaboration très prometteuses en la matière, sur le plan

politique et opérationnel, mais aussi en ce qui concerne le plaidoyer (dans quatre grands domaines: adaptation, atténuation, technologie et financement) et sur des thèmes connexes, notamment les biocarburants, le prix des produits agricoles, la gestion des ressources en eau, la terre et les échanges.